

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE de la LIGUE COMMUNISTE

Section française de la Ligue Communiste Internationaliste (Bolcheviks-Léninistes)

ABONNEMENTS : France 1 an : 20 fr. 6 mois : 10 fr. Abonnements d'essai trois mois : 5 francs
Étranger 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr.
Compte chèque postal : P. Frank 1368-55 Paris Parait le vendredi

En avant ou en arrière ?

Les travailleurs ont pu lire une affiche placardée par le P.U.P. sur les murs de Paris. C'est une réédition de l'appel qu'il lance à intervalles réguliers pour la réalisation de l'unité des partis socialistes et communistes.

Beaucoup de raisons restreignent l'importance de cet appel. De tous les partis de la 2^e et de la 3^e, le P.U.P. se caractérise par son absence totale de proposition ou d'initiative particulière. Installé entre les deux Internationales, au cours de la montée de la 3^e, comme une flaque stagnante, il a recueilli dans ses refuges municipaux les droitières éliminées du parti communiste par la troisième période. Personne ne peut penser que Garchery, Sellier ou Paul-Louis soient situés à la gauche de Pivert, Zyromsky ou Lagorgette. La revendication de l'unité est leur seule raison d'être. Après le départ des néos, cet appel se réduit sans doute à la simple préparation d'une fusion avec la S.F.I.O.

Mais, si peu de répercussion que doit avoir l'appel du P.U.P., il tire son intérêt des circonstances actuelles et de la situation pénible du mouvement ouvrier. Quelle est la voie que propose le P.U.P. aux ouvriers, aux jeunes qui l'entendent ?

Au lendemain du désastre allemand, où les fautes des deux grands partis conduisirent le prolétariat à la terrible catastrophe, le P.U.P. propose la reconstitution de l'unité socialiste par le rapprochement des deux grands partis. Pour conjurer la division ouvrière, le P.U.P. préconise la fusion de la social-démocratie attachée à la démocratie bourgeoise et de la bureaucratie stalinienne qui ne sort de son splendide isolement que pour rechercher des alliés dans le camp des individualités bourgeoises. En fait la proposition est irréalisable. Mais qu'apporterait-elle, en tout état de cause, au prolétariat ?

Elle préconise l'addition des crimes et des fautes de deux courants qui n'apportent plus rien que des défaites à la classe ouvrière.

La social-démocratie, attachée à la démocratie bourgeoise et la suivant dans son déperissement économique et politique, la misère et la privation graduelle des libertés, s'avère incapable en France comme en Allemagne d'organiser le prolétariat sur son propre terrain contre la classe dominante. Le parti stalinien, stérilisé par son régime étouffant, les jarrets coupés par la politique du « socialisme dans un seul pays » et son isolement bureaucratique, est incapable d'entraîner des couches de la classe ouvrière et de les guider lucidement dans la lutte. De l'addition de ces deux directions politiques — qui ont fait leurs preuves à l'échelle géante de l'Allemagne — que peut-on attendre de bon pour la classe ouvrière ?

Si les dirigeants du P.U.P. pouvaient apprendre, le départ des « néos » leur aurait donné hier une leçon d'« unité ». Pas d'unité politique sans plateforme commune. Le parti révolutionnaire indispensable au prolétariat pour le guider dans son ensemble et malgré l'existence inéluctable d'autres partis vers l'issue prolétarienne, on ne le reconstitue pas en remontant dans le passé. Les épreuves et les remous intérieurs brassent le mouvement ouvrier et, au travers des scissions et des regroupements, forment son histoire. Depuis la faillite du 2 août 1914 jusqu'au départ des « néos » d'un côté, avec la stérilisation de l'appareil communiste de l'autre, à l'échelle nationale et internationale, se dégagent, fluents et refluent les courants qui marquent les étapes du mouvement révolutionnaire. Depuis la guerre, des événements d'envergure en Italie, en Angleterre, en Allemagne, en Orient, des grèves jusqu'aux révolutions, ont éprouvé et embourbé les courants de la II^e et de la III^e Internationale. On ne remonte pas cette histoire. Fort de ces leçons, il faut apprendre à les dépasser.

Placer le parti révolutionnaire sous le signe du rassemblement des directions politiques bancautières et criminelles, ce serait condamner encore pour longtemps le prolétariat à se débattre entre les griffes des fauteurs de défaites. Au delà de la Deuxième et de la Troisième Internationale condamnées, les forces neuves et les militants toujours animés de la volonté révolutionnaire doivent forger l'instrument utile de la classe ouvrière sur la base du marxisme révolutionnaire, de l'internationalisme prolétarien, des enseignements de l'Internationale du temps de Lénine et de Trotsky. Cette doctrine et cette pratique ont affronté victorieusement les épreuves des mouvements de Chine, d'Espagne, d'Allemagne, des syndicats internationaux. Elle s'avère juste et efficace dans l'époque actuelle.

Et si nous sommes encore peu nombreux pour forger ce parti, comprenons bien que l'expérience de ces dernières années démontre : le nombre avec une politique fautive est impuissant. La victoire est promise aux tenants de la politique de Marx et de Lénine.

La Guerre au Maroc, la répression en Indochine

Pendant qu'on étouffe à Paris l'escroquerie scandaleuse et qu'on amuse l'opinion en abandonnant à des châtiments légers des comparses de troisième grandeur, les requins coloniaux et la clique militaire s'occupent sérieusement. De nouvelles régions du Maroc, de nouveaux milliers de paysans et de bergers sont voués à la « pacification » toujours achevée et toujours renouvelée. Tanks, avions, autos-mitrailleuses, bataillons de joyeux et de légionnaires entreprennent les égorgements massifs. L'appui de la jeune république espagnole ne manquera pas à sa vieille voisine. Jour par jour, pour satisfaire les rapaces, le sang coulera. Il y a de beaux jours pour les actions de phosphate et pour les formations dans la Légion d'honneur. Le gouvernement de gauche aux ordres des banquiers se démontre encore une fois l'instrument de l'expansion impérialiste.

En même temps Pasquier meurt en arrivant porter les nouvelles de la répression impitoyable qu'il dirigea en Indochine. L'homme des bombardements aériens de villages, des razzias meurtrières de la Légion, le pourvoyeur de bourreaux et de bagnes reçoit les éloges funèbres de Varenne qui célèbre dans Paris-Midi l'homme qui a su « gouverner avec beaucoup de tact et de cranerie pendant ces dernières années révolutionnaires ». L'avion noir du ciel de Côt-Am s'est abattu.

Mais en Indochine des milliers de victimes de Pasquier agonisent dans les bagnes atroces de Lao Bao et de Poulo-Condor. Pour créer la liaison entre le prolé-

tariat de la métropole et le prolétariat et la paysannerie opprimés, nous avons propagé depuis trois ans le mot d'ordre de la *délégation ouvrière d'enquête et de solidarité*. Dans notre proposition, il fallait aboutir à mettre sur pied une délégation qui soit l'expression des plus larges couches ouvrières de la métropole, il fallait faire participer dans une large campagne de popularisation des organisations ouvrières à sa formation, les stalinien ont substitué à ce lien vivant la réalisation atrophique de la délégation désignée dans l'appareil du secours rouge et de la C.G.T.U. Et les précédents de la délégation amsterdamiennne au Maroc et de la mission Lord Marley-Yaillant-Couturier dans les salons de la mairie de Saigon préjugent mal de la façon dont elle assurera sa tâche.

La cause de la révolution indochinoise est immense. Le sentent des ouvriers et des paysans indochinois, et de leur avant-garde révolutionnaire torturée par le régime de Stavisky et de Pasquier, exige un effort vigoureux des ouvriers français. Le gouvernement Chautemps Chiappe délivre des passeports truqués à Stavisky. Il refuse les passeports des délégués des travailleurs et veut leur barrer la route de l'Indochine. Continuons à lutter pour que des liens nouveaux et multiples soient établis entre le prolétariat de la métropole et ses frères de misère et de lutte, nous lutterons pour soutenir cette délégation *telle quelle est* et appelons tous nos camarades à intensifier en nous-mêmes les efforts de la lutte des prolétaires de la métropole, et des révolutionnaires indochinois.

La gauche S.F.I.O. devant le Congrès

Deux faits domineront le prochain congrès S.F.I.O., l'exclusion des « néos » et la nouvelle politique que ce parti doit adopter du fait même de cette exclusion.

Pour ce qui est des « néos » la masse des militants croit au redressement automatique du parti parce qu'ils sont maintenant exclus.

La situation dans laquelle se débattait le P. S. résulte moins de la faute de quelques personnalités qui du fait de la structure et de la politique (le libéralisme petit bourgeois) du parti. L'équilibre instable que les Blum, P. Faure et autres centristes avaient en tirant du se rompre devant une poussée prolétarienne qui découle de la situation politique en France.

Mais la comédie continue, il y a eu le vote de l'article 6, l'« Avenir » et le vote de confiance à Chautemps pour le scandale Stavisky. La gauche posera-t-elle la question au Congrès ? La poussée qui a vidé Renaud, Marquet, Deat s'arrêtera-t-elle devant Frossard et autre « attendistes ».

Pour ce qui est du tournant politique, il a déjà pris corps dans les deux mots d'ordre lancés par la direction actuelle du parti, l'un à la bourgeoisie « Nous voulons le pouvoir » et l'autre au parti « Face au pays ».

Ces mots d'ordre ont suscité dans le parti un enthousiasme très grand, il n'en est pas moins qu'ils restent vides de sens si on en définit pas clairement et correctement le contenu. Et si on ne passe pas aux actes pour les réaliser.

De quel pouvoir s'agit-il ? Du gouvernement de la « démocratie » c'est-à-dire du gouvernement bourgeois ou de la dictature du prolétariat ? Le congrès devra répondre à cette question. La gauche socialiste suivra-t-elle Blum sur le premier terrain ? Marceau Pivert, dont la position sur ce point est connue, tirera-t-il les conséquences de ce qu'il sait : la dictature du prolétariat ne sera pas instaurée en préparant le pouvoir au président de la République bourgeoise. Il faudra se prononcer là-dessus aussi et agir en conséquence ; nous avons quoiqu'il en soit, la conviction que le parti socialiste est incapable de saisir le pouvoir et d'en user pour apporter au prolétariat son émancipation. Nous le soutiendrons cependant dans cette lutte, car les ouvriers socialistes, eux, doivent faire cette expérience.

Pourquoi nous adhérons à la C.G.T.

1) Nous avons été l'un et l'autre des militants responsables de la C.G.T.U., c'est pourquoi nous fournissons par la voie de cette déclaration publique, les explications franches sur notre conduite afin que nos camarades révolutionnaires sachent que nous ne désertons point le camp révolutionnaire.

Eugène Devreyer, secrétaire de la S.U.B. pendant 8 ans, membre de P.U.R., il y a trois ans, membre de la Commission de contrôle de P.U.R.

Marcel Cornille, membre de la C.F. de l'U.L. en 1933.

2) Devreyer était en 1933 membre du syndicat du Bâtiment unitaire, ce syndicat qui a mené le combat en 1932-1925-1928, est passé de 500 membres en 1928 à 50 membres en 1933 (ouvriers du bâtiment, 5000 ; syndiqués C.G.T., 1.800), et cela par l'abandon de la politique syndicale juste dans son ensemble suivie par la C.G.T.U. jusqu'au Congrès de Bordeaux en 1927.

Aucune possibilité d'expression ne leur a été donnée, contrairement aux statuts. Il a même été privé du droit d'assister à la séance de l'U.L. de Lille, etc...

En résumé, son syndicat ne représente aucune force réelle de combat, par le régime imposé, aucun moyen ne lui est donné de lutter effectivement pour un tournant radical. Toute l'orientation actuelle de la C.G.T.U., soi-disant lutte de classe, favorise les partisans de la collaboration de classe.

3) M. Cornille était, en 1933, membre du syndicat de textile qui groupe 100 membres (ouvriers 20.000 ; syndicat confédéré 1.600).

Il n'a pas été convoqué pendant 18 mois à la C. E.

Ce syndicat ne constitue, face à l'offensive patronale, aucune force.

4) Nous sommes partisans de l'unification nationale par Congrès de fusion, de centrale à centrale mais l'inexistence de fait de nos syndicats nous contraint à solutionner le problème de notre activité syndicale locale par l'adhésion à la C.G.T. où nous défendons le principe de l'unification syndicale par la fusion nationale.

5) Nous restons des révolutionnaires, nos divergences avec la direction confédérée restent la divergence des révolutionnaires avec les partisans de la collaboration de classe. Ces divergences dans nos syndicats, nous les exprimons, tout en étant disciplinés à l'action syndicale. Mais la situation est si grave pour la classe ouvrière, la

Qui a manifesté devant la Chambre ?

L'abcès du régime du capitalisme pourrissant ouvert par le scandale Stavisky a brutalement découvert la putréfaction des politiques et des spéculateurs de la bourgeoisie actuelle. Les grands hommes de la patrie et de la paix se sont montrés ignoblement liés aux escrocs de bas-fonds par la chaîne d'une police et d'une magistrature pourries. C'est tout cet appareil doré qui pèse sur la misère noire de millions de travailleurs et de chômeurs pillés sans merci, brutalisés et condamnés pour le moindre geste de rébellion.

Une vague d'indignation a secoué l'opinion. Des manifestations violentes se sont déroulées autour du Palais-Bourbon. Des milliers de manifestants ont tenu des heures contre les gardes mobiles.

Mais qui a pris la tête de ces manifestations ?... L'Action Française et les Jeunesses Patriotes. C'est-à-dire les tenants les plus cyniques du régime capitaliste dont la décadence multiplie la spéculation, le vol et la corruption. Ce sont les aspirants fascistes qui ont capté la colère des petits bourgeois bafoués et spoliés. Ils ont exploité cette réaction sentimentale pour dresser des manifestations de combat dont il ne faut pas sous-estimer l'importance pour grossir leurs organisations. Et préparer leurs bandes.

Le « Populaire » et l'« Humanité » ont volontairement passé sous silence ou ridiculisé ces manifestations. Ni la social-démocratie ni le stalinisme n'ont l'intention ni la capacité de conduire le prolétariat à la lutte nécessaire contre le fascisme.

De cette lutte, les ouvriers de Bruxelles viennent de donner un exemple en faisant le blocus actif et énergique d'une démonstration fasciste.

Les ouvriers de Mémilmontant ont commencé à voir ce qu'ils trouveraient devant eux : les aspirants fascistes couverts et protégés par la police. Contre eux la spontanéité de la foule ne suffit pas.

Contre ceux qui préparent les massacres d'ouvriers, il faut préparer et organiser la lutte : il faut mettre debout des organisations préparées, entraînées et prêtes à la lutte. L'adversaire a déjà de l'avance. Dans toutes les organisations il faut propager le mot d'ordre de la milice ouvrière.

Debout pour la milice ouvrière antifasciste.

MÉNILMONTANT

Dimanche matin, comme terrain de préparation, les bandes pré-fascistes dont l'agitation crut dans ces derniers temps et qui nous donnent l'exemple du front unique (J.P., Camelots du Roi et Croix de Feu en étaient) avaient choisi le quartier prolétarien du XX^e.

La réaction populaire se fit nettement sentir, dès 10 heures du matin, un millier de travailleurs manifestèrent rue de Mémilmontant. Pourtant cette manifestation réactionnaire qui eut dû rencontrer la mobilisation organisée de toutes les forces ouvrières des diverses tendances : socialistes, stalinien et nous, n'a pu se heurter qu'à la réaction saine mais insuffisante des prolétaires du XX^e.

Evidemment, comme c'est son rôle, la police mobilisée devait maintenir l'ordre et protéger les bandes réactionnaires par l'assomade des ouvriers. Quelques bagarres entre filices et prolis se sont produites. Une trentaine d'arrestations s'ensuivirent. Nos camarades Craipeau et Legrand en furent. Certes, il nous faut reconnaître la volonté réelle de lutte des travailleurs. Mais, malgré cela, la réaction ne fut pas suffisante : les pro-fascistes, fils-à-papas et autres, sans le manque d'organisation de la riposte ouvrière n'auraient dû pouvoir atteindre Mémilmontant.

Aujourd'hui, les embryons fascistes se contentent de s'assembler et de provoquer le prolétariat, aujourd'hui, ils tâtent le terrain. Demain, par suite de l'approfondissement du désarroi social et pour réprimer le mouvement prolétarien, les réelles bandes fascistes, s'inspirant des expériences allemandes, terroriseront le mouvement et les quartiers ouvriers si nous ne pouvons leur opposer une réelle arme prolétarienne de défense par les efforts, conjugués des ouvriers de toutes tendances.

Plus que jamais et tous les ouvriers clairvoyants doivent y réfléchir, notre mot d'ordre s'affirme juste et nous est imposé par toute la situation :

Pour une milice ouvrière commune !

BELFORT

La réunion des J.P. s'est tenue à la maison du peuple avec environ 700 personnes de toutes tendances et de beaucoup de filices en civils.

Un jeune orateur des J.P., Poinsoit, invita tous les jeunes à adhérer au J. P. Il expliqua que la France aurait besoin d'un chef, mais non pas d'un maître. Ce chef serait le Président de la République qui selon lui serait résolu la misère et le chômage.

Ensuite la parole est donnée à Delsol, ancien député de Paris, qui raconta à sa manière tous les méfaits qu'il avait fait l'éloge de ses amis qui auraient évité la misère, le chômage et la venue d'Hitler.

Beaucoup de chahut se fit dans la salle. La contradiction est à Bonnefont, du P.C. qui fit un rapide exposé de son programme et qui dévoila le programme des J.P. Applaudi à diverses reprises.

Naegelen (S.F.I.O.) s'éleva contre la prétention qu'ont les J.P. de vouloir faire une section des J. P. à Belfort, mais il n'a pas peur, sous prétexte que la population de Belfort ne se laissera pas influencer par ces bavards, il dit que s'ils ont un chef capable, il est prêt à marcher derrière eux.

A la sortie, d'un côté s'éleva la Marseillaise brouillée par quelques filices à papa à voitures, tandis que de l'autre retentit l'Internationale chantée à pleins gosiers par ceux qui sont venus comme les copains sur leurs jambes. Il n'empêche que les J.P. ont pu tenir leur réunion et infiltrer leur poison. Une contradiction pluriharde ne suffit pas contre eux.

Nos camarades de Belfort avaient proposé de faire le front unique des travailleurs socialistes et communistes pour une solide contre-manifestation, mais les Naegelen et les Bonnefont s'y refusèrent. Et les filices des radicaux socialistes protégèrent les aspirants fascistes contre la colère des travailleurs. Ouvriers de Belfort, venez grossir notre groupe de la Ligue qui travaille à barrer la route au fascisme.

Je ne pouvais en croire mes yeux...

C'est ce que nous écrit un camarade, parce que « La Vérité » lui est parvenue à temps. Le relancement s'est bien effectué, l'administration a fonctionné à temps. Cela se reproduira pour ce numéro et pour les suivants. Mais à une condition : que nous soyons soutenus par nos amis.

L'emprunt a rapporté insuffisamment cette semaine (qui était celle du terme, il est vrai). Aussi nous prolongeons la première tranche jusqu'au 1^{er} février. Nous demandons à ceux qui ont versé la première tranche, et qui vont recevoir leur titre d'emprunt, de souscrire sans tarder à la seconde.

La souscription est un peu meilleure. Il faut l'amplifier. Par petites sommes, de 1 franc, de 0 fr. 50 même, il faut aider « La Vérité ». Demandez-nous des listes.

menace patronale si précise que nous n'avons pas une minute encore à apporter notre activité dans une organisation quelconque, qui, fixant des buts de classe intransigeants, emploie en réalité des moyens qui en éloignent le prolétariat. Voilà pourquoi nous adhérons à la C.G.T. en 1934.

E. DEVREYER, M. CORNILLE.

Les abonnements restent notre principal objectif. Maintenant que le journal sortira régulièrement, il est encore plus facile d'en recueillir. Demandez-nous des carnets d'abonnements.

Nous rappelons que notre service de librairie peut fournir n'importe quel livre avec un rabais de 10 % et que c'est en même temps un moyen de procurer quelques sous pour le journal.

Pour tous vos envois, utilisez le compte P. Frank, 1368-55. Paris.

Souscription

Masseron, 10 francs; Lefèvre, 10.
Liste n° 710 (Meche): 10; Fr: 10; Tom: 10; Lud: 5; Max: 5; Lhuil: 5; Agt: 3; Cax: 5; Corin: 5; N: 10; Ger: 10; R: 5; Granger: 10; Craip: 2; Masseron: 2; Steve: 3; Claude: 1; Alphonse: 10; L: 5; Legrand: 10; Leray: 5; Léon: 1; Albert: 10; Lohin: 3; Adol: 1; K: 2; B: 1. Total: 139 francs.
Liste A.G. du 24 décembre (B: 5; Luc: 5; Mann: 3; René: 5; Jeanne: 10; G: 5; R: 3,50; V: 1; Elens: 5; Steve: 2; Claude: 3; Louane: 1; Leger: 2; Lb: 3; Ant: 2; Berger: 10; Périn: 3,70; Lion: 5; Boj: 2; Frank: 3; Cegny: 1,15; Meche: 2.
Atelier Central T.C.R.P.: 80; J. Luop: 20; A.S.: 5; Lherbet: 20; Lambert (Reims) pour publicité: 5; G. Masseron: 10; Theoil: 1,50; Avril: 5; Anonyme: 20; J. Aehard: 30; Henri Eclair: 5; Cilo: 5; Barbier: 2; Gaston: 8; X.Y.Z.: 1,50; Muz: 50; Lagardere: 10; Marseille (décembre): 220. Total: 750 fr.

LE MOUVEMENT INTERNATIONAL

Le Scandale de Leipzig

Aucun des « acquittés » n'est libéré, mais le condamné Van der Lubbe a déjà été exécuté. Le gouvernement hitlérien montre donc, à ceux qui pouvaient encore douter, qu'il se fichait du jugement de la cour de Leipzig.

De fausses nouvelles sont lancées. C'est un indice de la préparation d'un mauvais coup. Torgler est déjà entre les mains de la police de Goering. Que va-t-on faire des trois Bulgares?

Ce scandale se double d'un autre : l'absence d'action des organisations ouvrières. Avant le procès, on avait trouvé des intellectuels, des écrivains, des avocats, etc., pour acheter l'opinion publique. Maintenant, même pas cela.

Pour sauver les acquittés de Leipzig, pour arrêter la terreur hitlérienne, nous reprenons nos propositions : organisation en commun d'une grève de 24 heures par toutes les organisations ouvrières. C'est la seule action qui puisse donner à réfléchir aux bandits hitlériens.

Belgique

Ce pays n'échappe pas au sort commun : les conflits de classes s'exacerbent, l'instabilité s'installe dans l'appareil d'Etat. Les mesures prises, telles que « pleins pouvoirs » s'avèrent bien vite inefficaces pour la bourgeoisie.

Cette semaine, à noter : 1° un replatrage ministériel qui, après bien d'autres, ne résoudra pas la question flamande, 2° des bagarres entre fascistes et jeunes socialistes à Bruxelles.

La combativité ouvrière vient de se manifester. Il lui faut trouver une direction politique juste. Le P.O.B. essaie de canaliser et de dévier l'énergie des travailleurs au moyen du plan De Man. Le mouvement communiste en Belgique est extrêmement faible. Nos camarades belges ne peuvent donc prendre une attitude strictement négative vis-à-vis de la manœuvre socialiste. Tout en faisant toutes réserves sur les résultats possibles, ils se doivent de dire aux ouvriers réformistes qu'ils sont prêts à les aider à faire leur expérience et de leur programme qu'ils affichent. C'est la politique qui permettra à nos camarades de jouer pleinement leur rôle d'avant-garde révolutionnaire.

Dans un prochain numéro, nous publierons une étude approfondie du plan De Man.

Sarre

La question du pèbliscite de 1935 est soumise à la session présente de la S.D.N. Le conflit franco-allemand va donc s'y manifester... en l'absence d'un des intéressés, cela n'empêchera pas la lutte d'être extrêmement âpre.

On connaît notre position : le maintien du statu quo. Les travailleurs sarrois ne doivent ni tomber sous la botte de Hitler, ni servir l'impérialisme français, mais lutter contre les deux impérialismes. Le statu quo est la solution qui, si regrettable soit-elle, leur donne les possibilités les plus grandes pour mener cette lutte.

Une exclusion du P. C. tchécoslovaque

Le rédacteur en chef de l'organe central du P.C. tchécoslovaque, Goutman vient d'être exclu de ce parti pour « trotskisme » et tout ce qui s'ensuit.

Goutman, après avoir longtemps défendu la politique staliniste, s'est aperçu à la lumière des événements d'Allemagne, lumière si vive dans son pays, que les choses allaient très mal. Pour avoir osé mettre en cause la politique du P.C. allemand, il est exclu comme « trotskyste » alors que son évolution ne l'a pas encore amené à nos positions.

Les mesures d'exclusion, les injures, n'empêchent pas les révolutionnaires sincères aujourd'hui encore dans le camp staliniste de voir la réalité et de l'appeler par son nom. La fraction staliniste peut se préparer à de nouvelles exclusions. Nous travaillerons à amener ceux qui ne peuvent surmonter ses mensonges et ses crimes à renforcer nos rangs pour la création de la IV^e Internationale.

Un de nos camarades Chiliens assassiné par les fascistes

Le Bulletin de septembre 1933 publié par la section chilienne de la Ligue communiste internationaliste nous apprend la mort du camarade Manuel Contreras Garret membre de cette section, assassiné par les fascistes du Chili.

A la pointe du combat contre la réaction, nos camarades du Chili viennent de fournir le premier sacrifice dans le combat. A nos camarades qui affirment vigoureusement que l'assassinat fasciste ne fera que renforcer leur volonté de combat, tenons à manifester notre solidarité et à faire connaître aux travailleurs de France le nom du héros chilien, vaincu dans la lutte.

DIMANCHE 4 FEVRIER
en Matinée
Les "Amis de la Vérité"
ORGANISENT A LA SALLE DU SYNDICAT DE L'ÉPICERIE
12, Rue du Renard, 12
UNE GRANDE FETE
Au profit des émigrés allemands
avec le concours du groupe théâtral « UNE GRAINE »
dans un programme nouveau des camarades R. CABY et DARNAUD
Divertissements, pièce, musique et chants révolutionnaires et autres
Billets de participation : 0,95
En vente à la Vérité
4 Billets DONNENT DROIT A 1 ENTREE

Le front unique réalisé en Catalogne

Nous publions ci-dessous un appel au front unique signé des différentes organisations catalanes se réclamant de la classe ouvrière à l'exception des stalinistes. Pour la lutte contre la réaction, contre le fascisme, ces organisations constituent une « Alliance ouvrière », sans qu'aucune d'elles abandonne ses positions de principe. Nous saluons un tel pas. C'est un point marqué dans la lutte contre le fascisme. Il faut le faire largement connaître en France ; il faut amener les organisations de ce pays à agir dans le même sens.

Camarades, le progrès de la réaction capitaliste est un fait de caractère mondial qu'il est impossible de nier, bien qu'il affecte dans chaque pays une forme particulière.

En Italie et en Allemagne, elle s'est concentrée en un fascisme criminel et destructeur qui cherche à ramener les peuples aux formes politiques du moyen-âge.

Dans d'autres pays d'Europe et d'Amérique elle prend des formes qui, sans atténuer sans caractère odieux, atteignent son but en respectant apparemment les conditions économiques et politiques prédominantes. Chez nous, en Espagne, nous voyons clairement qu'elle est sur le point de triompher.

D'abord, elle corrompt le système électoral, recourant aux procédés les plus infâmes pour obtenir au Parlement, sinon une majorité absolue, toutefois une minorité qui rende impossible de gouverner sans elle. Ensuite elle pousse le gouvernement à proclamer l'état de prévention inscrit dans la Loi d'Ordre public, qui désarme la classe ouvrière et la laisse sans moyens de défense contre les manigances du gouvernement en faveur des droits réactionnaires.

Plus tard, comme troisième étape de son action infâme et canaille, elle utilise l'insécurité des masses travailleuses groupées autour de la Fédération anarchiste et de la C.N.T., afin de les lancer dans la rue et de les précipiter dans un choc brutal contre la force publique; par cette opération machiavélique, elle poursuit deux objectifs : émouvoir l'opinion pour justifier les plus grandes monstruosités des pouvoirs publics, et semer la terreur, la désorganisation, la déloyauté, l'instabilité, un comble logiquement déduits des faits. Mais ils ne réussiront pas.

Pour empêcher cela, nous sommes là. Les organisations soussignées, de tendances et d'aspirations doctrinales diverses, mais unies par un commun désir de sauvegarder toutes les conquêtes faites jusqu'à présent par la classe ouvrière es-

pagne, ont constitué l'Alliance Ouvrière, pour s'opposer au triomphe de la réaction dans notre pays, pour empêcher toute tentative de coup d'Etat ou d'instauration d'une dictature, si on la tente, et pour maintenir intacts, sans y toucher, les avantages conquis jusqu'à présent, et qui représentent le patrimoine le plus cher à la classe travailleuse.

Travailleurs de Catalogne et d'Espagne ! Faites ce que nous avons fait. Laissez les querelles qui vous séparent de vos frères exploités, tout en conservant et défendant vos points de vue doctrinaux, afin de constituer des comités locaux et régionaux antifascistes et de résistance à l'avance des forces réactionnaires, de façon qu'ils synthétisent leurs aspirations dans un organisme représentatif national.

Nous invitons les organisations de Catalogne qui veulent s'unir et travailler avec nous à envoyer leur adhésion à l'adresse suivante : Ravric, 14, Comité d'Alliance cisme et à la réaction le mur infranchissable de notre volonté et de nos décisions. Ouvrière.

Comme nous l'avons annoncé, dès que les circonstances le permettront, nous convoquerons une conférence régionale de toutes organisations qui sont d'accord avec l'œuvre que nous vous proposons de réaliser.

Travailleurs organisés de Catalogne, envoyez nous votre adhésion ! que pas un ouvrier antifasciste ne manque à ce front ouvrier !

Vive le front ouvrier antifasciste !
Vive l'union de la classe ouvrière pour la défense de toutes les conquêtes !

- Pour l'U.G.T., VILA CUENCA.
- Pour l'Union Socialiste, MARTINEZ CUENCA.
- Pour la gauche communiste, A. NIN.
- Pour le Bloc ouvrier et Paysan, MAURIN.
- Pour le parti socialiste ouvrier espagnol, VIDIELLA.
- Pour les Syndicats d'opposition (C.N.T.), PESTANA.
- Pour l'Union des Rabassaires, J. CALVET.

Toutes les garanties scientifiques de l'Hôpital et la liberté des soins à domicile
TRAVAIL ACCESSIBLE A TOUS
particulièrement aux Assurés sociaux
MAISON DE SANTÉ DE PARIS SUD
du Docteur LACROIX ANTOINE
50, Avenue de Fontainebleau, VILLEJUIF
(ITALIE 11-25)
Etablissement privé le moins coûteux de la région de Paris

LÉON TROTSKY publie
HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION RUSSE
Tome III
1^{er} Octobre, 484 Pages
RIEDER 25^{Fs}
Les grands jours d'**OCTOBRE**

Deux hommes d'Amsterdam

De Lord Marley à Etcheverry

Vaillant-Couturier est allé représenter le communisme en Chine, la main dans la main de Lord Marley. Ils se sont exhibés ensemble retour d'Amsterdam et de Shanghai, à Bul-lier. De retour en Angleterre, le noble Lord a pris ouvertement la défense du roi d'Angleterre égratigné par un discours de Cripps, « social-fasciste de gauche » (comme dirait Vaillant-Couturier). L'Humanité rechigne sur sa déconvenue... venant après celle sur Bergery et sur Herriol.

Cette nouvelle leçon n'ouvrira-t-elle pas les yeux aux ouvriers d'Amsterdam, cette nouvelle internationale de ministres de rois.

L'ouvrier confédéré de « l'Action Socialiste ».

En octobre, des partis n'appartenant ni à la deuxième ni à la troisième internationale examinaient en commun la situation du mouvement ouvrier. Le groupe de « l'Action Socialiste » délégué deux membres, lesquels prirent fébrilement des notes, dont un des résultats fut une colonne pitoyable dans l'Humanité. Mais ces notes n'ont-elles eu que cette destination? On pouvait en douter quand on sut que dès le lendemain de la conférence, un de nos camarades se rendant pour formalités d'étranger à la préfecture de police, y trouva en plein travail un des « délégués » de l'A. S. I. Le fait était en soi assez troublant. Nous avons voulu avant de rendre ce fait public, le contrôler. C'est maintenant chose avouée :

Etcheverry, ouvrier confédéré d'Amsterdam, membre de « l'Action socialiste » était un confédéré de la section des hommes de police.

Un membre de son syndicat lui reproche en ces termes son attitude dans « La Tribune des services Publics » n° 121.

« Les Unitaires l'exploitent en tant que membre du Conseil d'un des plus grands syndicats de la C.G.T. alors qu'ils ne l'accepteraient pas comme simple syndiqué... »
Préfecture de Police. Est-ce à dire que je dénie personnellement tout effort de libération aux hommes de la Préfecture de Police (sic) tel n'est pas mon sentiment, car j'en connais qui, le jour venu, seront résolument avec nous, ils rongent leur frein (resic) et ont conscience de leur impuissance et restent, en attendant, fidèles à l'organisation dont ils ont librement accepté le règlement et la discipline. Ce n'est pas ton cas.

Il y a des moments où la coupe déborde et quelque peine qu'on puisse en avoir, il faut avoir le courage de combattre ses anciens amis, car tu en étais un, et leur dire comme je le dis au début de ce papier : il faut un minimum d'honnêteté syndicale dans l'action militante.

Voilà qui est fait...
Laissons les « hommes de police » à leur effort de libération et sachons libérer nos assemblées et nos congrès de tels ouvriers confédérés, notons cette remarquable conquête au tableau stalinien !

Où va l'Autriche ?

L'abandon par Hitler de la S.D.N. ; sa lutte pour le réarmement ; les guerres de classes à Cuba ; la bataille du prolétariat espagnol ; les pirateries du Japon en Extrême-Orient ; la guerre du Grand Chaco ; la catastrophe de Lagny ; les expériences de Roosevelt ; la poursuite de l'affaire Stavisky, combien insignifiante et épisodique apparaît face à cet ensemble de secousses, la lutte qui ébranle l'organisme scrofuleux de la société autrichienne? Il n'en reste cependant pas moins vrai que c'est précisément sur ce petit point de la carte mondiale de l'impérialisme que se décide, d'une façon immédiate, la marche ultérieure des luttes du prolétariat européen. Après le drame allemand, c'est ici qu'une des plus grandes forteresses des organisations prolétariennes menace de tomber, lamentablement, sans résistance, sans combat.

L'Autriche l'eczéma sur le corps de l'Europe de Versailles

Rarement un pays a fourni une démonstration si crue de la liaison inséparable des problèmes intérieurs et extérieurs. « Nous dépendons de l'étranger », telle est depuis 1918 la mélodie invariable des dirigeants de la République autrichienne à chaque tournant des événements, devant la moindre décision à prendre. « Nous dépendons de l'étranger » a été et reste encore maintenant le principal argument des leaders austromarxistes pour freiner la lutte

des classes ; et cette mentalité a causé bien des ravages dans l'esprit de la masse des prolétaires autrichiens, en leur faisant croire à l'impossibilité d'une initiative révolutionnaire quelconque de la classe ouvrière autrichienne. Dans le destin de la République autrichienne se reflète tout le caractère artificiel, arbitraire et néfaste des créations « géniales » des traités de Versailles, Saint-Germain et Trianon, de la balkanisation de l'Europe.

L'ancienne monarchie autrichienne, cette mosaïque de nationalités, de religions, de cultures aux stades les plus diverses, basée sur l'oppression et la terreur les plus ténébreuses avait cependant pu créer — par une tradition de siècles — dans les cadres de l'unité étatique un certain ensemble et une certaine harmonie économiques. Les centres industriels de la Bohême du Nord, les immenses unités agricoles de la Hongrie, de l'Autriche, de la Yougoslavie, etc., etc. pouvaient se compléter d'une façon utile. Or, aujourd'hui d'un territoire de 304.000 kilomètres carrés avec 28.600.000 habitants (sans compter la Hongrie), il ne reste à la République autrichienne que 84.000 kilomètres carrés avec 6.500.000 habitants dont 1.900.000 environ pour Vienne seulement, dans cette immense agglomération, lourde et parasitaire, d'administrations et de centres commerciaux de l'ancienne métropole des Habsbourg.

Ces quelques données sont suffisantes pour démontrer que la question du régime

politique de l'Autriche (infiniment plus qu'en Italie) ou qu'en Allemagne, est liée étroitement à la question d'un ralliement d'un « Anchluss » plus ou moins étroit à un système économique international.

Les projets « constructifs » des groupements impérialistes

Depuis l'existence de la République autrichienne « indépendante », la bourgeoisie internationale a dû procéder à d'innombrables opérations pour prolonger le souffle du pauvre pulmonaire. On connaît les fameuses actions « d'assainissement » réalisées à plusieurs reprises depuis 1922, sous l'égide de la S.D.N., accompagnées de l'instauration d'un contrôle financier de l'Etat autrichien par un commissaire de la S.D.N. tout en engageant le gouvernement autrichien à maintenir son « autonomie étatique ». Le fameux plan de Curtius-Schober d'une « Union douanière entre l'Allemagne et l'Autriche » fut torpillé par un nouvel « assainissement » de 200.000.000 shillings, destinés, cette fois-ci, presque intégralement à payer les intérêts aux capitalistes anglais pour l'emprunt 1922 — toujours avec l'engagement solennel de Dollfuss de sauvegarder l'intégrité de l'indépendance autrichienne, c'est-à-dire la volonté de vivre de grâce des magnats financiers anglais et français.

La crise économique mondiale a prouvé plus encore l'impossibilité d'une existence économique « indépendante » de l'Autriche « indépendante » servant uniquement les nécessités impérialistes et a provoqué une prospérité admirable de projets « constructifs » des diverses chancelleries... Qui ignore les multiples tentatives fran-

çaises d'intégrer l'Autriche au système d'une fédération danubienne, qui devrait assurer l'hégémonie française par sa vassalle, la Tchéco-Slovaquie ? Qui ignore les ballons d'essai de Mussolini de gagner l'emprise sur l'Autriche par une nouvelle monarchie austro-hongroise ou par une « Union douanière » effective avec l'Italie (port libre à Fiume) ? Ajoutez encore le programme de l'Anschluss des nazis et vous aurez trois grandes lignes de tentatives bourgeoises d'englober l'Autriche dans le mécanisme de l'impérialisme européen, tentatives qui trouvaient jusqu'à présent, un singulier reflet dans les groupements intérieurs de la réaction bourgeoise autrichienne : Dollfuss, s'appuyant avant tout sur la politique française de la S.D.N. ; les Heimwehren s'orientant vers Mussolini ; les nazis vers l'Allemagne hitlérienne.

Solution internationale, mais prolétarienne : La Fédération Soviétique des États Danubiens

Cependant il existe encore une solution que nous devons, en ces moments décisifs, préconiser plus que jamais aux ouvriers autrichiens et à toute la classe de l'Europe centrale. Cette solution, elle aussi « dépend de l'étranger » : cependant non pas de combinaisons diplomatiques pourries de l'étranger, mais de l'initiative internationale du prolétariat de l'Europe Centrale. Par le mot d'ordre de la Fédération Soviétique des États danubiens, il faut donner au prolétariat autrichien le sentiment qu'il ne se trouve pas isolé dans sa lutte. Il faut lui rappeler inlassablement qu'à côté de la bourgeoisie étrangère, qu'à côté des fantômes évoqués quotidien-

nement par les maîtres d'école à la Otto Bauer, Deutsch, Adler et Cie, qu'à côté des Mussolini, Hitler, Gombos, Bénéts, vit et lutte le prolétariat « étranger » qui doit et peut être soudé en une puissante cohorte d'airain.

Depuis la victoire de Hitler, le mot d'ordre des États-Unis soviétiques de l'Europe est rejeté à un avenir plus lointain.

Par contre, le mot d'ordre d'une Fédération soviétique des États danubiens constitue une solution réaliste non seulement en raison des connexions économiques de ces pays, mais aussi par l'ur situation critique intérieure.

Seule une Fédération danubienne, dirigée par l'initiative de la planification socialiste pourrait, par la transformation complète de leur structure économique, surmonter les contradictions internes des pays la composant. Ce n'est qu'elle qui pourrait exterminer le chauvinisme sauvage, la féroce avidité en territoires qui appesant aujourd'hui les héritiers de l'ancienne monarchie. C'est précisément ce mot d'ordre qui serait à même de renforcer et d'acheminer la lutte que le prolétariat des pays danubiens même contre des régimes politiques en décomposition.

Mais, avant tout — nous le répétons — la revendication de la Fédération soviétique danubienne serait un moyen puissant d'encouragement pour la classe ouvrière autrichienne dans sa lutte contre le fascisme menaçant.

Dans un article suivant, nous examinons les forces et les chances des divers camps de la contre-révolution, possibilités de la défense ouvrière ainsi que le destin de l'austromarxisme.



LA VIE OUVRIÈRE

Crise dans la C.G.T.

On entend encore souvent dire parmi les ouvriers syndicalistes : « On ne doit pas faire de politique dans les syndicats. »

Une nouvelle réponse vient d'être donnée. Nous avons été les premiers à dire que la crise qu'avait traversée la social-démocratie française aurait sa répercussion, et rapidement, dans la vieille C.G.T. C'est chose faite.

Laurent, retraçant les événements qui se manifestèrent lors du vote des derniers projets financiers, nous explique certains pourparlers de couloirs. Devant le mécontentement qui se manifeste chez les fonctionnaires qui s'aperçoivent de la duplicité de leurs chefs, Laurent veut se défendre et pour cela, il attaque. Les néos auraient, paraît-il, saboté les pourparlers de Léon Blum qui tendaient à obtenir une diminution des traitements moins élevée.

Le moindre mal... D'un autre côté, Laurent se défend d'avoir été d'accord avec les S.F.I.O. pour la retraite sur l'Aventin. Les militants responsables ont, dit-il, condamné cette attitude. Mais ces mêmes militants responsables, M. Laurent, après avoir parlé de grève à gueule-que-veux-tu, ont lanterné les fonctionnaires et n'ont opposé aucun barrage extra-parlementaire.

Nous savions bien qu'il ne suffisait pas d'interdire aux socialistes « néos ou durs » leur collaboration au Peuple pour empêcher une crise de naître dans la C.G.T. Ce ne sont pas les articles de Digat, qui nous déclaraient dans une réunion à Boulogne, qu'il était « réformiste jusqu'à la moelle » qui pouvaient ou non enfanter cette crise. En réalité la C.G.T. subit tous les courants actuels du socialisme français : d'un côté une partie de ses affiliés — et une grosse partie des sommets — sont décidés à suivre l'exemple allemand, c'est-à-dire à pratiquer la politique du moindre mal (qui se révéla celle du pire mal).

De l'autre côté se trouve la majorité qui se radicalise, en assez des atteroiements et tend au combat ; il faudrait, pour que les sentiments se précisent, l'appoint des révolutionnaires de la C.G.T.U.

Cela dépend en grosse partie de l'attitude que les syndiqués unitaires vont adopter ces jours prochains : si les adhérents du cartel unitaire des services publics réclament énergiquement, dans leurs assemblées syndicales, la convocation d'assemblées, de meetings communs avec les autonomes et les confédérés où chacun donnera son opinion sur la façon de mener la lutte, un grand pas peut être fait pour la résistance.

La crise dans la C.G.T. ne doit pas nous amener une nouvelle scission, elle doit au contraire favoriser le rassemblement, dans un seul front, puis dans une même organisation de tout le monde ouvrier.

Bordeaux La grève se poursuit

La grève du Livre de Bordeaux traîne en longueur et ne semble pas se manifester beaucoup extérieurement. Les grévistes doivent s'orienter vers une forme plus active de la lutte, et bien contrôlée, avec l'appui des organisations syndicales, si le travail pressé de leurs patrons ne se fait pas ailleurs. C'est la condition de la victoire.

A l'Imprimerie Nationale

Les ouvriers ont engagé l'action contre les diminutions de salaires et pour leurs revendications. Ce ne sont pas les menaces de Marchand qui feront plier les camarades. Voilà la véritable voie pour maintenir les conditions de vie des ouvriers.

Dans la forêt d'Orléans

Le mouvement des bûcherons de la forêt d'Orléans est en train de s'étendre. Les marchands de bois se montrent intraitables sur la question des salaires : mais ils devront bientôt lâcher les pouces si la solidarité bien organisée permet aux camarades bûcherons de tenir. Il serait nécessaire pour hâter la victoire que les bûcherons des régions voisines, Nièvre, Cher, gagent aussi la lutte par solidarité. En pleine saison de coupes, les perspectives sont bonnes pour le maintien des salaires.

Des élections pour la direction des assurances sociales

Le gouvernement, sous la pression des syndicats ouvriers, parlait dernièrement de se mettre en règle avec sa loi ; et de remplacer la direction provisoire qui gère (si bien) depuis bientôt 4 ans les sous des ouvriers en faisant appel aux assurés afin qu'ils nomment des directeurs de caisses ayant leur confiance.

Mais maintenant, Chautemps ne parle de ces élections qu'en des termes très vagues. Le gouvernement tient sans doute à ce que les cotisations ouvrières continuent à être utilisées par les Stavisky et leurs complices pour aller aux sports d'hiver ou jouer dans les casinos. Les travailleurs exigent les élections. Frot qui, paraît-il (?) voulait donner un grand coup de balai pour épurer les services de l'avenue Loewendal avait été garé à la marine marchande. Il est revenu au travail : nous allons bien voir ce que cet ex-S.F.I.O. singulièrement ramolli va réaliser maintenant. Il y a de grasses sinécures ; il y a des petits copains de casés. Les ouvriers veulent gérer eux-mêmes leur argent.

Dijon Les exigences de Terrot

Les exploités des ouvriers dijonnais imposent maintenant 1 h. 30 de chômage quotidien à leurs salariés. On parle même de deux cents licenciements. Pourtant les actionnaires qui avaient encore en 1932, première année de crise 12.391.707 francs de bénéfices, ne doivent pas être sur la paille. Les ouvriers, là comme les grévistes du livre de Bordeaux, comme les bûcherons de l'Orléans, comme les ouvriers du Fort de Guise, résisteront par la grève aux prétentions patronales.

Chez les coiffeurs Silence de mort

A l'assemblée du syndicat parisien, le jeudi 11, quand furent faits les rapports des responsables, le président demanda aux camarades présents d'intervenir, de poser des questions. Bouche close. Deux membres du C.S. durent se dévouer et se critiquer eux-mêmes. Il faut rendre aux organisations leur démocratie intérieure pour leur rendre la vitalité. C'est ce que comprennent les camarades présents, une centaine, après une explication de vote de notre camarade Lhuillier.

Le bilan de 1933 des voyageurs unitaires

S'il est une année où les voyageurs-représentants ont été brimés, congédiés et diminués dans leur salaire, c'est bien celle qui vient de finir. Et pourtant notre syndicat, non seulement ne s'est pas renforcé numériquement, mais a reculé de 142 cotisants (1933) à 131 ; encore ne nous a-t-on rien dit sur la fluctuation des effectifs. En réalité, notre syndicat est un « syndicat rouge » d'affinités et le reste bel et bien malgré la dénonciation périodique et annuelle de cette faiblesse.

A l'assemblée générale du 30 décembre, de belles résolutions ont été prises pour devenir un syndicat de masse ; résolutions qui resteront lettre morte puisqu'elles tournent autour du mot d'ordre de « l'unité-syndicale-lutte-de-classe ». Après rapport du secrétaire et intervention délirante du staliniste Fournier, notre camarade Mèche mit en cause la politique anti-unitaire de la C.G.T.U., cause de la

stagnation de notre centrale syndicale et cause aussi du renforcement de la Fédération Confédérée de l'U.S.N. Avec de pareilles prémisses, le plus beau plan de travail est voué à l'insuccès.

Un incident de fin de séance illustra, au surplus, les méfaits de cette politique de scission syndicale ; il fallait élire 21 membres pour le Conseil syndical et un stalinien proposa que le 21^e membre soit Mèche afin de « l'entraîner dans le travail » ; le pâtre stalinien dut d'ailleurs vite retirer sa proposition devant le tollé des Duisabou et Cie qui estimaient qu'on ne pouvait laisser Mèche « noyauter » à l'intérieur du C.S.

Quelle différence y a-t-il entre de tels arguments et ceux dont se sont toujours servis les Joubaux et compagnie contre les communistes à l'intérieur de la C. G. T. ?

Dans le métro Ou prépare les accidents

La Compagnie, non satisfaite des mesures qu'elle a fait adopter au Conseil général contre les usagers, comprime son personnel. On allonge la journée de travail : bonne façon de lutter contre le chômage ? Les ouvriers du Métro, doivent comme ceux des chemins de fer, lutter en commun avec les usagers, contre les gros parasites des Conseils d'administration qui se moquent autant de la situation de leurs exploités que de la sécurité des voyageurs.

Chez Borie à Marseille

Nous portons à la connaissance de la Vérité l'exploitation que subit l'ouvrier sur les chantiers de Marseille de l'entreprise Borie, dont le siège se trouve à Paris. Ce patron est un des plus grands exploités de France. Il a commencé les travaux il y a trois ans et emploie trois cents ouvriers dont la plupart de la main-d'œuvre étrangère, sachant bien que ceux-ci réduits à la merci du patron sont plus faciles à exploiter. Les deux tiers de ces ouvriers sont logés par les soins de l'entreprise, moyennant une retenue sur le salaire, dans de véritables taudis. Un paysan hâterait d'y garder ses animaux.

Les salaires étaient de 4 fr. 25 à 4 fr. 65 de l'heure. Le 1^{er} octobre, première attaque du patronat, soit une réduction de 0 fr. 50 à 0 fr. 65 par heure. Le 1^{er} novembre, nouvelle attaque, réduisant le salaire encore de 0 fr. 30 l'heure. Quelques ouvriers conscients, cherchant à grouper les forces prolétariennes, pour s'opposer à la manœuvre patronale, sont licenciés.

Tout dernièrement arriva une équipe de poseurs pour la voie ferrée ; ils sont payés à 3 fr. 25 l'heure, venant d'un autre chantier de la même entreprise où ils avaient 4 fr. 25 l'heure. Actuelle-

ment donc, les mineurs sont payés 3 fr. 50 à 3 fr. 70, et les poseurs à 3 fr. 25. Et ces salaires de famine pour un travail très dur. Les syndicats ont été informés, mais n'ont jusqu'à présent rien fait pour l'organisation et la défense des ouvriers de ce chantier. Un délégué du syndicat unitaire voulait syndiquer des ouvriers étrangers en les menaçant qu'on fera appliquer au chantier la loi de 10 % sur la main-d'œuvre étrangère s'ils refusent de s'affilier au syndicat unitaire. La seule réaction des ouvriers était de chasser ce drôle de défenseur du chantier. Ce n'est pas avec des maladrresses pareilles que la C.G.T.U. poussera les ouvriers de s'organiser. Le secrétaire du syndicat unitaire, prévenu par des ouvriers de chantier, n'a pas trouvé jusqu'à aujourd'hui l'occasion et le temps d'intervenir. Un groupe d'ouvriers du chantier.

3 meetings à Bordeaux

A l'occasion d'une élection au conseil général trois meetings se tenaient à Bordeaux simultanément : un « Néo » un S.F.I.O. et un radical. La tenue de ces meetings peut permettre de noter les caractéristiques nouvelles qui se font jour dans l'évolution de la politique populaire.

1^o Désaffectation journalière pour le radicalisme. Meeting inexistant.

2^o Tendance très marquée à l'isolement des « Néos » quelque 500 personnes. Et cela dans le fief même de Marquet.

3^o Les durs eurent une belle réunion (3.000 à 4.000 auditeurs) donc montée très nette, mais cette montée est contredite par les manœuvres et compromissions parlementaires (l'Aventin etc...) et cela se traduisait dans l'assistance par une déception flottante, cette déception ira s'accroissant au fur et à mesure que la torpue regagnera la S.F.I.O. C'est ainsi que monte le fascisme si un parti communiste vivant ne harcèle pas la S.F.I.O.

4^o A ce moment de l'histoire apparaît Ruffe, délégué de la région bordelaise du P.C.F. Quelques questions naïves aux orateurs socialistes avec cette croyance qu'il suffirait de faire avouer en public, aux politiciens réformistes, qu'ils n'ont de rien de commun avec l'idéologie stalinienne pour que les masses ouvrières se précipitent vers le P. C.

Monnet ressortit à notre compère l'attitude que le réformisme a su se constituer contre le stalinisme ; Herriot, P. Cot, Litvinov, Doygalevsky, etc... Citroën. Et les travailleurs une fois de plus furent trompés. En conclusion : beaucoup de travail d'éclaircissements lents, laborieux et patients à faire.

Dans la Presse

Le Bilan de Racamond

Dans la Vie Ouvrière du 29 décembre Racamond fait le bilan de l'année. Tout n'est pas allé si mal.

En Allemagne, l'hitlérisme se développe, les peuples coloniaux et semi-coloniaux sont aux prises avec les bandits impérialistes, etc...

La C.G.T.U., les syndicats unitaires marquent des points, mais il faut encore accentuer leur activité pratique afin qu'ils soient à même de remplir les tâches énormes qui leur incombent, pour l'unité d'action, vers l'unité syndicale.

Depuis longtemps, les adversaires coalisés du mouvement syndical unitaire annoncent sa disparition. Il se porte bien, tout au contraire, et 1934 doit voir ses premiers succès se confirmer et se développer. Pour cela, il faut tirer les enseignements des luttes de 1933 et les utiliser au maximum.

Les enseignements que nous tirons, nous, c'est qu'on ne peut combattre avec succès la bourgeoisie sans un front uni de combat, sans l'unité syndicale. La venue du fascisme en Allemagne marque la nécessité du rassemblement antifasciste.

Lebas veut lutter

Du Populaire du 2 janvier, sous la signature de Lebas un article sur la compagnie d'Anzin.

Extrayons ceci : « Résultats : les bénéfices nets de l'année 1932 se chiffrent à 25.333.834 francs sur lesquels on ne répartira que 27.244.897 francs, soit 60 francs par action de 500 francs. Pour une année de chômage, le dividende est assez joli, n'est-ce pas ? »

Certes, Lebas, les mineurs qui subissent chômage et diminutions de salaires, s'apercevront bien que leurs exploités ne sont pas trop malheureux ! Mais ils comprendront aussi que ce n'est pas en faisant comme vous le faites, en attermoiant et en reculant toujours le combat que l'on obtient satisfaction. Mais en combattant les Houllières par l'action directe, par la grève !

Le "Travailleur de l'Est" insulte

Nous nous contenterons aujourd'hui de la récente explication donnée par le sieur Renard du passage Maria Reese dans notre camp. Le sieur Renard, après avoir rappelé l'intervention de Maria Reese à Reims, et au lieu de stigmatiser l'attitude infâme de l'Humanité (« Depuis des mois tout travail au Parti lui était interdit ») tente de discréditer odieusement Maria Reese pour amoindrir les témoignages de son acte), s'y associe :

« Depuis des mois déjà ? Mais alors, ses chaperons de Reims, ses adulateurs n'étaient donc pas informés ? En quelle estime les tenait-on à Berlin ? Et quel rôle jouait Maria Reese ? Tenu en suspicion, elle avait été pourtant désignée pour apporter aux fidèles la vérité sainte et la seule doctrine, au nom des Dieux du Kremlin ;

... Maria Reese, louagée par l'Humanité du 9 août pour son intervention contre les non-conformistes de l'Enseignement, est à son tour dénoncée comme traître, parjure et clonée au pilori.

Après Célor, Marie Bréant et quelques autres dirigeants de France ou d'ailleurs... Vous avez bien lu « Après Célor et Marie Bréant. »

Le Rédacteur en chef du « Travailleur » : Rassinier, rompit avec le Parti au cri « Nous sommes de vrais Staliniens ». Enregistrons qu'il l'est encore.

Lénine sur l'Unité Syndicale

Les staliens qui continuent à se réclamer de Lénine mènent une politique qui est la négation même des principes bolcheviks. Depuis des années, sur le terrain syndical, ils ont adopté en fait la théorie des syndicats rouges ; et le mouvement syndical révolutionnaire n'a fait que perdre de l'influence. Nous qui voulons rebâtir un parti révolutionnaire suivant les principes de la période glorieuse de l'I.C. du vivant de Lénine, nous revenons aux textes du dirigeant le plus puissant d'Octobre.

Nous donnons aujourd'hui un important extrait de la Maladie infantile du communisme où Lénine démontre que pour les communistes un seul principe compte : être ou il y a la masse. Lénine est mort depuis dix ans, mais le léninisme vit chez les pionniers de la quatrième Internationale.

Mais nous luttons contre l'« aristocratie ouvrière » au nom de la masse ouvrière et pour mettre celle-ci de notre côté ; nous combattons les leaders socialistes, opportunistes et chauvins pour conquérir la classe ouvrière. Il serait sot de méconnaître cette vérité des plus élémentaires et d'ailleurs des plus évidentes. C'est précisément la faute que commettent les communistes allemands « de gauche » qui, du réactionnarisme et de l'esprit contre-révolutionnaire de milieux dirigeants syndicaux concluent à... la sortie des communistes des syndicats (!), renoncement à y travailler (!) et voudraient former de nouvelles organisations ouvrières qu'ils inventent (!). Bêtise impardonnable qui équivaut à un très grand service rendu par les communistes à la bourgeoisie. Car nos menchéviks, de même que tous les leaders syndicaux opportunistes et social-chauvins de la tendance Kautsky ne sont que des « agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier » (comme nous l'avons toujours dit des menchéviks), ou encore « les commis ouvriers de la classe capitaliste » (labor lieutenants of the capitalist class selon la belle expression, profondément exacte, des disciples américains et Daniel de Leon). Renoncer à l'action au sein des syndicats rétrogrades, c'est abandonner les masses ouvrières insuffisamment développées ou arriérées à l'influence des leaders réactionnaires, des agents de la bourgeoisie, de l'aristocratie ouvrière, des « ouvriers bourgeois » (consulter à ce sujet la lettre d'Engels à Marx sur les travailleurs anglais, 1852-54).

L'absurde « théorie » de la non-participation des communistes au mouvement syndical d'esprit réactionnaire montre précisément avec quelle légèreté ces communistes « de gauche » considèrent l'importante question de l'influence sur les « masses » et quel abus ils font dans leurs clamours, du mot « masse ». Pour savoir venir en aide à la « masse », pour acquiescer à sa sympathie et son appui, il faut ne pas craindre les difficultés, les vexations, les pièges, les insultes, les persécutions, de la part des leaders (qui, opportunistes et

chauvins, ont le plus souvent des relations directes ou indirectes avec la bourgeoisie et la police) et travailler nécessairement où est la masse. Il faut savoir consentir aux sacrifices, surmonter les dangers les plus grands, se livrer à une propagande et à une agitation systématiques, opiniâtres, persévérantes, patientes, dans toutes les institutions, les associations, les organisations — et quand même ce serait au sein des plus réactionnaires — où il y a des masses prolétariennes. Or, les syndicats et les coopératives (ces dernières dans certains cas, tout au moins) sont des organisations de ce genre. En Angleterre s'il faut en croire un journal suédois, les Folkets Dagblad Politiken 15 (du 10 mars 1920) le nombre de membres des trade-unions a passé, en un an, 1917-1918, de 5.500.000 à 6.600.000, accusant ainsi une augmentation de 19 %. A la fin de 1919, il s'élevait à 7.500.000. Je n'ai pas sous la main des chiffres correspondants pour la France et l'Allemagne, mais des faits absolument indiscutables et bien connus attestent l'accroissement considérable du nombre des syndiqués dans ces pays.

Ces faits manifestent avec la plus grande clarté ce que des milliers d'autres symptômes confirment : la croissance de l'esprit d'organisation, l'accroissement de la conscience ouvrière dans les couches profondes du prolétariat, parmi les masses arriérées. Des millions d'ouvriers en Angleterre, en France, en Allemagne passent pour la première fois de l'inorganisation aux formes élémentaires (les plus simples et les plus accessibles, pour ceux qui sont encore profondément imbus des préjugés bourgeois-démocratiques) de l'organisation, à celles des syndicats ; et les communistes « de gauche » révolutionnaires, mais déraisonnables, tout en ne cessant pas de parler des « masses » se refusent à militer dans les « syndicats » !! en prétendant leur « réactionnarisme » !! et ils inventent, toute neuve, proprette, innocente des péchés bourgeois-démocratiques — mais coupables par contre des péchés corporatifs et d'étroitesse professionnelle — la « Ligue ouvrière », qui sera (qui sera !), disent-ils, large, et pour l'adhésion à laquelle il suffira de (il suffira de !) reconnaître le système des Soviets et la dictature du prolétariat » (à ce sujet voir plus haut le texte cité) !!

On ne peut concevoir plus grande déraison, plus grand tort fait à la révolution par des révolutionnaires « de gauche ». Certes si en Russie même après deux années et demie de victoires sans précédent sur la bourgeoisie russe et alliée, nous posions comme conditions d'admission au sein des syndicats la « reconnaissance de la dictature du prolétariat » ; nous ferions une sottise, nous diminuerions notre influence sur les masses, nous ferions le jeu des menchéviks. Car la tâche des communistes est précisément de convaincre les autres travailleurs, de savoir travailler parmi eux, et non de se séparer d'eux à l'aide des mots d'ordre de « gauche » d'une puérite invention.

Point n'est besoin d'en douter, MM. Gompers, Henderson, Joubaux, Legien sont très reconnaissants à ces révolutionnaires de « gauche » qui comme ceux de l'« opposition de principe » allemande (nous préserve le ciel de semblables principes !), ou comme certains militants américains de l'Association des travailleurs industriels du monde 16 (I. W. W.) préchent la sortie des ouvriers des syndicats réactionnaires et se refusent à y travailler. N'en doutons pas, les « leaders » de l'opportunisme auront recours à toutes les ressources de la diplomatie bourgeoise, au concours des gouvernements bourgeois, du clergé, de la police, des tribunaux pour fermer aux communistes l'entrée des syndicats, pour les en chasser, pour les y accabler d'ennuis et d'insultes, de tracasseries et de persécutions, pour leur rendre la situation intenable. Il faut savoir résister à tout cela, consentir à tous les sacrifices, user même — en cas de nécessité — de tous les stratagèmes, user de ruse, adopter des procédés illégaux, se taire parfois, céder parfois la vérité, à seule fin de pénétrer dans les syndicats, d'y rester et d'y accomplir, malgré tout, la tâche communiste. Sous l'ancien régime tsariste, jusqu'en 1905, nous n'eûmes aucune « possibilité d'action légale » ; mais quand le policier Zoubatov organisait ses réunions et ses associations ouvrières réactionnaires, pour traquer et combattre les révolutionnaires, nous y envoyions des membres de notre parti (et je me souviens parmi ceux qui remplirent de semblables missions, de l'ouvrier pétersbourgeois Babouchkine, militant remarquable, fusillé en 1906 par les généraux du tsar), qui devenaient nos agents de liaison avec la masse, s'évertuaient à faire de l'agitation et soustrayaient la masse à l'influence des gens de Zoubatov. Agir de même est naturellement très difficile dans les pays de l'Europe occidentale, pénétrés de préjugés constitutionnels, démocratico-bourgeois, légalistes, bien enracinés. Mais on peut et on doit y réussir et procéder systématiquement.

Le Comité exécutif de la III^e Internationale doit, à mon avis personnel, condamner et proposer au prochain congrès de l'Internationale communiste de condamner en général la non-participation au mouvement syndical réactionnaire (en motivant sa décision par l'exposé détaillé du préjudice grave qu'une attitude aussi déraisonnable cause à la révolution) et plus particulièrement l'attitude des militants hollandais de la Tribune qui, de façon directe ou indirecte, de face ou de biais, ouvertement ou non, peu importe, ont soutenu cette politique erronée. La III^e Internationale doit renoncer aux procédés tactiques de la II^e et ne pas éluder les questions difficiles, ne pas les tourner, ne pas les voiler, mais les poser au contraire, nettement. Nous avons dit, bien en face, toute la vérité aux « indépendants » (Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne) ; nous la dirons de même aux communistes de « gauche ».

Pour la fusion cheminots d'Hellemmes en avant !

Le Syndicat confédéré d'Hellemmes faisait, depuis quelque temps, une propagande en faveur de P.E.S. Une réunion, eut lieu le 4 janvier devant plus de 1.200 cheminots au cours de laquelle Tournemine pour les unitaires et Quertelet pour les confédérés, intervinrent. A la suite de cette réunion, l'ordre du jour suivant fut voté : « Les Cheminots d'Hellemmes réunis extraordinairement le jeudi 4 janvier, salle de l'Alliance, après avoir entendu l'exposé des deux secrétaires généraux des Unitaires, Quertelet et Confédérés, les camarades Tournemine et Quertelet, sur le syndicat unique et l'unité syndicale. « Confirment plus que jamais leur volonté déjà affirmée de vouloir réaliser le syndicat unique dans leur localité. « Insistent pour qu'une action propagande soit faite par tous les militants pour former ce syndicat dans toutes les localités du Réseau, en vue de réaliser l'union unique de Réseau, prélude de l'unité totale et durable des travailleurs organisés. « Décident la cessation immédiate des polémiques injurieuses qui ne peuvent que nuire à la réconciliation si ardemment désirée par les camarades de la base. « S'engagent à dénoncer par tous les moyens en leur pouvoir les militants qui s'opposeraient à cette réconciliation et à décider que si trop de résistance était montrée, ils feront l'Unité eux-mêmes avec les militants qui le désirent sincèrement. « Cet ordre du jour que « l'Éclaireur » n'a pas jugé utile d'insérer a été voté d'après le communiqué des Confédérés par 1.200 voix contre une centaine. Mais pour nous, cette question de vote n'a pas beaucoup d'importance par rapport aux forces en présence. Le syndicat confédéré étant de beaucoup le plus important. Ce qui compte pour nous c'est le sens de l'ordre du jour qui a été voté et qui ne sera pas sans porter préjudice au syndicat unitaire et c'est surtout l'attitude d'un Tournemine qui nous préoccupe. Nous ne savons pas au juste les pourparlers qui eurent lieu entre les deux directions, pour la préparation de cette réunion, mais ce que nous savons, c'est que Tournemine, comme presque tous les responsables de la C.G.T.U., est incapable de prendre courageusement une position ferme parce que lié par la politique du parti stalinien, personnellement il est probable qu'il voterait l'ordre du jour mais comme il ne peut déplaire au bureau politique du P.C. le vote contre, voilà où mènent les hommes que les Gilton et Thoroz ont sous la main, et ainsi l'on arrive à faire le jeu des chefs réformistes qui apparaissent comme les champions de l'Unité, tandis que ceux-ci font passer les unitaires comme des adversaires du regroupement des forces ouvrières. Nous sommes certains que ce raisonnement est celui de la majorité des cheminots d'Hellemmes. Certes, nous ne nous faisons pas d'illusion sur la sincérité d'anté des chefs réformistes, nous savons que ceux d'Hellemmes sont partisans d'un syndicat unique parce qu'ils savent qu'ils ont la majorité, mais cela n'aurait pas dû arrêter les unitaires dans cette tentative d'unité. Les communistes ne doivent pas avoir peur d'être en minorité dans un syndicat, ils doivent au contraire, y entrer pour faire adopter leurs points de vue et démasquer les réformistes. Seuls les staliniens ont perdu cet espoir parce qu'ils ont abandonné la tactique léniniste sur la question syndicale et, qu'ils le veulent ou non, par leur tactique stérile, ils deviennent adversaires du Front unique et de l'Unité syndicale. En effet, les chefs staliniens mettent les conditions à cela pour être certains que les réformistes refusent. Est-ce que pour des révolutionnaires il s'agit de savoir si l'Unité doit se faire sur le principe « Lutte de classe » non ! Il appartient à ceux-ci de militer, une fois l'Unité faite pour amener les syndiqués sur le terrain de la lutte des classes. D'autre part, est-ce qu'il est indispensable élément que les réformistes acceptent de ne plus faire de la collaboration de classe et de ne plus participer au B. I. T., non ! Là encore, il appartient aux révolutionnaires de faire comprendre le rôle néfaste que jouent les réformistes. On reste confondu devant de telles conditions que les chefs staliniens posent pour réaliser l'Unité syndicale. Ceux qui prétendent suivre les directives de Lénine ne sont que des farceurs ou de tristes révolutionnaires. Lénine disait : il ne doit avoir aucun syndicat réformiste ou réactionnaire sans fermer révolutionnaire. Partout les communistes doivent rentrer dans les syndicats pour mener les ouvriers sur le chemin de la révolution. Monmouth au Congrès de Bordeaux de 1927 disait, en s'adressant aux minoritaires d'alors : « Vous pouvez m'accuser de traiter et de vouloir liquider la C.G.T.U., vous ne m'empêchez pas de dire que nous sommes prêts à dissoudre notre centrale pour entrer dans la C.G.T. ». Mais depuis, que de cheminots parcourus ! Sous les ordres de Staline, cette politique juste fut abandonnée, la C.G.T.U. périt au profit des réformistes, ce furent les aventures du front unique à la base et de l'Unité « Lutte de classe » qui réduisit la centrale révolutionnaire à une impuissance absolue et aujourd'hui celui qui ose réclamer le Congrès de fusion est traité de liquidateur et d'opportuniste, etc... La tactique des syndicats rouges en Allemagne qui a conduit, pour le bon nombre, les ouvriers dans les camps de concentration a suffi. Les camarades unitaires d'Hellemmes doivent s'en souvenir, il faut réaliser l'unité syndicale tout de suite ; partout les syndiqués doivent exiger le congrès de fusion avec, comme seule condition, le respect de la démocratie syndicale d'un côté comme de l'autre les syndiqués doivent balayer les bureaucraties qui, pour des questions matérielles, sont des adversaires du regroupement prolétarien. Les militants unitaires doivent chercher des liaisons avec des militants confédérés et les uns et les autres doivent rejeter par dessus bord ce qui empêche la réalisation du Congrès de fusion. Nous sommes prêts à aider ceux-ci dans leur tâche. Qu'ils pensent aux centaines de milliers de travailleurs qui ont quitté les organisations et ont rejoint le camp des indifférents. Seule une centrale unique les décidera à rejoindre les organisations.

POUR LA FUSION, CHEMINOTS D'HELLEMES, EN AVANT ! Eug. DEVREYER.

Les cheminots qui désirent entrer en liaison avec nous doivent s'adresser à notre Siège : Cour du Chaudron, rue de Tournai, à Lille, tous les jours, de 18 à 20 heures et le dimanche matin, de 10 à 12 heures.

CONVOCACTION REGION DU NORD : Dimanche, à onze heures, au siège, réunion du bureau Régional. Camarades de Laon convoqués : Lille, vendredi à 19 h. 30, réunion du groupe de Lille, ouverte aux sympathisants. Caucerie par Molinier : « Les Communistes et les Syndicats ».

DANS LE PROCHAIN NUMERO : La situation de la Région du Nord du Parti Communiste à la veille de la Conférence régionale ; une démission ; comment s'organise le vermine fasciste dans le Nord.

VIE OUVRIERE

LILLE CONTRE LES J. P.

Samedi 13 janvier, les J.P. se sont réunis dans le plus strict secret derrière les Ambassadeurs au nombre de 200, pour manifester contre l'affaire Stansky, alors que les partis ouvriers ne prennent aucune initiative pour alerter les travailleurs contre ce scandale sans précédent, ce qui démontre que d'un côté le P.S. ne peut, par ses liaisons avec la bourgeoisie et que le P.C. est dans une incapacité absolue par son impuissance à organiser une manifestation quelconque. Nous nous nous, tirant un enseignement, certes les chefs staliniens et socialistes alléguent que les fascistes, par peur des ouvriers n'osent pas faire de manifestations au grand jour et continueront à proclamer que le vermine fasciste n'existe pas à Lille ; ce n'est pas notre avis, nous disons, au contraire, que cette vermine s'organise de plus en plus, et que de plus en plus ils s'organisent. Il suffit de citer des bagarres qui viennent d'avoir lieu à Paris où les J.P. à plusieurs milliers organisés militairement et qui défient à la mode fasciste, la main levée ont tenu tête à la force policière et firent même reculer ces derniers. Il suffit de citer la bagarre de la rue Hermet, à Paris, où sur un simple signal, a eu lieu le massacre et de rasoirs, plus de six cents communistes et socialistes furent jetés à la rue ; dans certains établissements de Paris, les travailleurs ne peuvent plus vendre les journaux ouvriers, chassés par les fascistes. Tout cela démontre le danger qui existe, la catastrophe allemande a redonné de l'espoir aux fascistes du monde entier. Ici, à Lille, la manifestation de samedi doit faire réfléchir les travailleurs de toutes tendances ; il faut que tout de suite, dans chaque organisation, la question des milices ouvrières soit mise à l'ordre du jour et qu'ensuite une action commune soit faite pour défendre les honneurs de journaux, et assurer l'ordre dans les manifestations et meetings, évènements de milices et faisons le front unique contre la peste fasciste. E. D.

MINEURS IMMIGRES, ATTENTION !

Sur 330.000 ouvriers mineurs, il y avait, en 1925, 115.000 ouvriers étrangers. Sur 24.000 ouvriers mineurs en 1933, 81.000 ouvriers étrangers. Le ministre des Travaux publics a demandé aux compagnies minières du Nord de « permettre avec équité à quelques étrangers de rentrer chez eux ».

TRAVAILLEURS DES FILATURES, PAS UN SOU DE DIMINUTION !

A partir du premier février, six pour cent de réduction pour les hommes, huit pour cent de réduction pour les femmes ! Tel est l'avis affiché dans les filatures de coton Lilloises. Le patronat déclare « se résigner » à prendre cette mesure, et invoque ses habituelles raisons : sans épuiser ses dividendes. Immédiatement les unions syndicales, confédérées, unitaires et chrétiennes, doivent en commun examiner comment faire face à cette offensive, comment organiser le combat et la solidarité. Après la défaite de Dunkerque, Paterte d'Anzin, qui reste une menace précise pour les prochaines semaines, l'avis des filatures de coton Lilloises, démontre un plan concerté de ce patronat de préparer la résistance, réaliser une union de combat tel doit être le premier objectif des organisations ouvrières.

DANS LES FILATURES DE LEBLANC-PAUL !

Voici un aperçu de la façon dont Paul Leblanc nous exploite : Nous travaillons comme des forçats, pas une minute de repos de 7 heures 30 à 12 h. 15, il est

quelquefois 10 heures sans que nous puissions manger. Il faut presque aller pleurer au chef qui nous traite comme des bêtes, pour nous autoriser parfois de nous faire remplacer par une autre ouvrière pour cinq minutes. Quant à ce que nous gagnons, pour 2 fr. 50, il faut travailler comme de véritables bêtes de somme, au sujet des apprenties, ils leur donnent un franc de l'heure et au bout du mois ces pauvres gosses sont mises comme varanaises et travaillent comme ouvrières et restent toujours à un franc des mois et des mois.

Maintenant je tiens à vous dire que depuis la nouvelle année, nous prélevons d'inventaire, ils nous ont fait arrêter pendant trois jours, et ont diminué les heures de travail. Avant, nous comptions à sept heures, actuellement à sept heures et demis. De plus, Leblanc a fait arrêter vingt métiers sous le prétexte de la crise, malgré tout, les ouvrières qui tenaient ces métiers n'ont pas été renvoyées, mais au lieu de conduire quatorze métiers, on en conduit vingt-deux (pour les varanaises) c'est à nous dire que la crise n'atteint strictement pas Leblanc, mais nous-mêmes qui devons démonter pour le même prix (2,50) vingt-deux métiers !

De même, lorsqu'une ouvrière devient malade (à cause des waters qui restent chargés des journées entières) il faut demander au chef d'ouvrir les fenêtres par un froid de janvier pour pouvoir résister à ces odeurs ; d'ailleurs les chefs pour passer dans la filature se parfument tellement, ça sent bon !

J'espère que les ouvrières comprendront comment Leblanc n'est pas gêné de faire des bénéfices formidables. Notre groupe Lillois va commencer un travail systématique pour dénoncer notre exploitation ! UN GROUPE D'OUVRIERES.

DANS LE LIVRE A L'IMPRIMERIE CARTONNAGES LEFEBVRE-DUCROQ

Dans cette boîte, les ouvrières cartonnaires au nombre d'une trentaine, sont exploitées d'une façon honteuse ! Elles confectionnent des boîtes aux pièces, et il y a des jours où des ouvrières n'arrivent pas à gagner 10 francs et ce sont des ouvrières qui ont 15 et 20 ans de maison ! Ceci est dû au mauvais travail qu'on leur donne à faire et qui nécessite une grande attention de leur part. En surplus, il y a chômage depuis le commencement de l'année, elles perdent deux jours par semaine, mais il fut un temps où l'on faisait des heures supplémentaires.

En outre il y a aussi des embellissements : celle-là ne gagnait que 2 fr. 50 de l'heure et 2 fr. 10 et les pignones n'ont que 2 francs à 2 fr. 25 de l'heure ! Ceci est dû en partie à ce qu'aucune ouvrière n'est organisée. Il y a depuis quelque temps un jeune mouchard qui est chargé de les surveiller. Cet individu répondant au nom de Jean est d'un cynisme révoltant ; une ouvrière se plaignant de n'avoir gagné que 13 francs, celui-ci lui répondait que c'était beau ! A noter que ce lascar va le dimanche faire le garçon de café. Quand les ouvrières se décident-elles à lui infliger une correction ?

Ouvrières de chez Lefebvre-Ducroq, au lieu de nous disputer entre nous, pour savoir si l'une ou l'autre gagne plus et a du meilleur travail, constituez un syndicat, pour faire reculer votre patron qui exploite vos dissentiments pour son profit personnel et lui sert à payer des mouchards comme Monsieur Jean !

Emprunt de rachat de « LA VÉRITÉ » remboursable en livrés à partir du mois de Mars 1934

Table with 2 columns: Name and Amount. Includes G. Musseron (25), Albert (25), Mira (25), Lhuillier (30), Besny (25), Versé par Marthe Eieberg (25), M. Joseph (25), P. Joseph (25), Mme Fl. (25), Mauget (25), Total de la 2e liste (275), Total général (2.595).

L' "Étincelle de l'Est" est parue

Nos camarades de l'Est ont agrandi leur vaillant organe si combatif et si vibrant : « l'Étincelle de l'Est ». Nul doute que dans cette région où la botte patronale est si lourde aux ouvriers, où la répression poursuit les meilleurs et les plus dévoués militants, cet organe sera lu et compris des ouvriers révolutionnaires qui auront à cœur de la diffuser partout. Son prix de vente est de 0 fr. 40. L'abonnement annuel est de 5 fr. ; de soutien, 10 fr.

Pour collaborer à l'Étincelle, pour vous abonner, écrivez à P. Viey, 61, rue de Nancy, Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle).

Nous avons reçu une correspondance de Nancy ; une de Valentigney. Et Belfort ? et Dijon ? Camarades, collaborez à la « Vérité » et à l'Étincelle de l'Est.

A la réunion des Bordiguistes

Le 24 décembre, les camarades bordiguistes (fraction de gauche du P.G.L.) ont convoqué une réunion élargie à tous les groupements se réclamant de l'opposition de gauche et autres, pour discuter le problème des mots d'ordre démocratiques. Le rapporteur a fait un exposé défendant la thèse selon laquelle les mots d'ordre démocratiques et les problèmes qu'ils expriment sont historiquement et politiquement surpassés. Le représentant de notre Ligue est intervenu pour combattre le point de vue du rapporteur. Il démontra comment, sans la reconnaissance des problèmes démocratiques qui se posent actuellement dans tous les pays capitalistes.

Les enseignements qu'on peut tirer de cette réunion sont nombreux, mais, au point de vue politique ils peuvent se résumer ainsi : la fraction de gauche du P.C.L. (bordiguiste) s'éloigne toujours plus du marxisme et du léninisme. Le dilemme se pose devant elle : ou reviser de fond en comble ses positions politiques fondamentales ou être irrémédiablement perdue pour le mouvement révolutionnaire italien et international.

Une nouvelle démission du P.C.

Le camarade Legrand a fait l'épreuve de la politique stalinienne, il a démissionné du parti pour rejoindre nos rangs. Voici quelques passages de la déclaration qu'il a adressé aux camarades de sa cellule.

Aux trois dernières réunions de cellule auxquelles j'ai assisté, j'ai posé des questions précises en ce qui concerne la politique actuelle des dirigeants de la IIIe Internationale. Il m'a été fourni des réponses confuses et contradictoires qui montrent bien le désarroi dans lequel cette politique a plongé les éléments encore sincères et dévoués du Parti ; les meilleurs des arguments que l'on m'a opposés ont été les insinuations contre-révolutionnaires, sabotage et mouchard. Les camarades au côté desquels j'ai milité pendant un an savent que je n'ai pas besoin de répondre à cela.

Je vous demande d'étudier sérieusement les positions que j'ai soutenues devant vous vis-à-vis du front unique et de la politique extérieure de l'U.R.S.S. Ce sont les positions que Lénine a développées et qu'ont soutenues les quatre premiers Congrès de l'I.C. Le front unique « rien que par en bas », qui est la négative de la conception marxiste du front unique, a contribué en Allemagne à laisser le fascisme prendre le pouvoir, avec comme conséquence, la distinction des organisations ouvrières et les assassinats isolés des meilleurs militants, victimes de leurs chefs. Et aujourd'hui la même politique continue en France...

Léon TROTSKY Histoire de la Révolution Russe

TOME II (Rieder) La première partie de ce compte-rendu a paru dans le N° 184

lançait le mot d'ordre : « Aucun soutien pour le gouvernement Goutchkov-Miloukov ». Staline-Kamenev devaient bien entendre autre chose quand Lénine lui-même leur criait ces paroles dans les oreilles ! Reçu solennellement par le Comité de Pétrograd, dès sa réponse au compliment de Tchekidzé, Lénine provoque un véritable effroi chez les auditeurs : « Nous n'avons pas besoin d'une république parlementaire, nous n'avons pas besoin d'une démocratie bourgeoise, nous n'avons besoin d'aucun gouvernement en dehors des Soviets de députés ouvriers, soldats et d'ouvriers agricoles ! » Langage tout nouveau, en effet, pour des démocrates bourgeois. Lénine systématisa ses idées dans les célèbres « Thèses du 4 avril » qu'il présenta au Congrès du Parti réuni à ce moment. Staline y rapportait sur l'attitude à l'égard du Gouvernement provisoire. Il prétendait qu'une division ingénieuse du travail existait entre ce gouvernement provisoire et le Soviet et que par suite il serait dangereux de pousser à la disjonction entre la bourgeoisie et la révolution. Il conclut ainsi : « Dans la mesure où le Gouvernement provisoire consolide les progrès de la Révolution, il faut le soutenir, dans la mesure où ce gouvernement est contre-révolutionnaire il est inadmissible qu'on le soutienne ». Même formule équivoque que les conciliateurs : « Soutenir dans la mesure où... ». A ce même congrès une proposition fut apportée par Tséretelli au nom des Mencheviks en vue de la fusion avec les Bolcheviks, Staline pensait qu'il « fallait marcher » : « L'unification est possible sur la ligne de Zimmerwald-Kienthals. Il ne faut pas oublier que Tséretelli se disait aussi zimmerwaldien ! Aux objections de Molotov qui pensait que l'accord ne serait peut-être pas parfait entre les deux tendances, Staline répondit : « Sans désaccords il n'y a pas de vie de parti. A l'in-

La Vie de la Ligue

L'U.R.S.S. doit être la citadelle avancée de la Révolution Mondiale ; sa défense doit être liée à l'avance des prolétariats des pays capitalistes, mais les P.C. ne doivent pas devenir de simples agences de propagande pour l'U.R.S.S. si nous ne voulons pas les voir sombrer dans une forme nouvelle de réformisme. Ces positions sont celles de l'opposition internationale communiste qui renouait à redresser le parti, après l'effroyable recul de l'Allemagne, a décidé de constituer l'embryon de la IVe Internationale.

J'espère voir les meilleurs éléments d'entre vous, éclairés par les événements et l'examen de l'histoire, rejoindre cette voie, la seule révolutionnaire aujourd'hui. LEGRAND.

Réunion en langue hongroise

Une réunion contradictoire, en langue hongroise, sera tenue, le samedi 20 janvier, à 8 heures. Le lieu sera indiqué à La Vérité.

Au quartier Latin

Tous les 2 ans ont lieu à l'Université les élections pour un conseil de discipline. Les nouvelles élections devaient avoir lieu en décembre. Les étudiants socialistes avaient conclu un front unique avec les étudiants de la Ligue communiste. Les étudiants staliniens avaient refusé le front unique. Aujourd'hui la bourgeoisie résoud la question en supprimant les élections à cause de l'effervescence qu'elles suscitent (et particulièrement cette année avec le chômage grandissant, la misère croissante, le décret Chéron qui ferme tout avenir aux étudiants, et les menées xénophobes à l'Université).

Les réactionnaires en profitent pour redoubler leur campagne chauvine, réclament des élections « pour la collaboration » avec les maîtres et contre les métèques.

Pour protester contre la restriction des droits « démocratiques » des étudiants, contre les mesures de misère, le front unique est plus que jamais nécessaire. Surtout il ne faut pas oublier que l'Université est le premier nid du fascisme. Voilà pourquoi dans le tract qu'ils distribuent au Quartier Latin, les étudiants léninistes et socialistes mettent en premier plan l'organisation d'une Jeune garde au Quartier Latin.

Ce meeting doit être une réplique aux mesures gouvernementales. Nous tenons, mercredi 17, un meeting à la Mutualité.

Nous avons invité la direction stalinienne de l'U.F.E. à apporter son point de vue. Tous les étudiants révolutionnaires verront si elle ose se dégonfler aussitôt qu'il faut passer des phrases générales et des meetings barbusiens, à la lutte effective contre le fascisme. Quant à nous, nous espérons que le front uni des organisations se réclamant de la Révolution (socialistes, staliniens et léninistes) permettra de réaliser au quartier une solide Jeune Garde Antifasciste, qui, en liaison avec les organisations prolétariennes mènera la lutte impitoyable contre les fascistes.

La fraction des étudiants léninistes.

Le Gérant : P. FRANK Imp. du COMMERCE et des POSTES 12, rue Notre-Dame de Nazareth, Paris

pective du passage immédiat à la dictature du prolétariat, on ne le comprenait plus. On pensait que puisque la réforme agraire n'avait pas encore été accomplie, la révolution démocratique n'était pas achevée et qu'il était insensé de parler de dictature du prolétariat. Lénine voyait aussi que la Révolution démocratique n'était pas achevée, mais il pensait qu'elle ne le serait pas par les démocrates bourgeois, qu'il fallait qu'une nouvelle classe se lève pour la faire aboutir : le prolétariat. Le Parti ne parlait de la chute de l'autocratie et du féodalisme alors que Lénine posait la question de la chute de la domination du capital.

Il est curieux de constater que les professeurs « rouges » de Staline qui ont parlé à qui mieux mieux des « divergences » de Lénine et de Trotsky ont été muets sur cette période. Certes Trotsky n'arrivera en Russie que le 5 mai, mais à l'époque où Lénine présentait ses « Thèses d'Avril » il avait sur le caractère de la Révolution de Février et sur les perspectives d'une Révolution socialiste la même position que Lénine, et qu'il s'exprime parfois dans les mêmes termes. On trouve, en effet, dans le « Nony Mir », quotidien new-yorkais des émigrés russes : « Dès à présent, immédiatement, le prolétariat révolutionnaire devra opposer ses organes révolutionnaires, les Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans aux organes exécutifs du Gouvernement Provisoire. Dans cette lutte, le prolétariat unifié autour de lui les masses populaires qui se lèvent, doit s'assigner comme fin directe la conquête du pouvoir » (6 mars), et à la date du 8 mars : « Il dépendra bientôt que le gouvernement libéral-impérialiste puisse être remplacé par un gouvernement ouvrier-révolutionnaire, s'appuyant directement sur le prolétariat et sur les couches inférieures de la campagne qui s'y rattachent ». Convenons que le soi-disant « trotskysme » était singulièrement près du léninisme, et que ceux qui le pourfendaient aujourd'hui comme tendance « liquidatrice et contre-révolutionnaire » en étaient infiniment loin. Depuis, ils ne s'en sont guère rapprochés et l'accusation que Lénine leur lançait de « trahir le socialisme » reste plus que jamais valable. (Fin au prochain numéro). J. MAURNADE.